

Enseignements à tirer de la Covid-19

Secteur AHI

Observations de l'Uniopss

L'Uniopss a réuni son groupe Prévention Hébergement Logement, composé d'une trentaine d'associations du secteur de l'hébergement, du logement, de l'habitat jeunes, de la santé, notamment mentale, du handicap, et du lien intergénérationnel (voir liste complète en PJ) sur ce sujet le 15 décembre 2020.

En ressortent les éléments saillants suivants en termes de constats (I) et de demandes budgétaires ou législatives conséquentes (II).

1^{er} mars 2021

I. Les constats sur l'impact du Covid dans le secteur AHI

1. La crise Covid a été un révélateur de fragilités, notamment en matière de santé, et notamment de santé mentale.
2. La crise Covid a révélé les besoins en numérique des publics précaires en même temps que les limites de l'accompagnement à distance que celui-ci a permis de maintenir.
3. La crise Covid a révélé l'importance des solidarités primaires, pour rester chez soi, mais pas tout seul.
4. La crise Covid a révélé l'importance d'un travail au plus près des personnes, pour renforcer un lien de proximité et une vigilance.
5. La crise Covid n'a pas généré un raz de marée d'impayés constatables à ce jour, mais attention au mur du 1^{er} juin, fin de la trêve des expulsions locatives, à anticiper.
6. La crise Covid a renforcé les dynamiques d'inter-réseau sur les territoires.
7. Certains publics ont été les oubliés du Covid.

1. La crise Covid a été un révélateur de fragilités en santé, notamment mentale

L'isolement a révélé les fragilités en santé mentale, et le besoin, pour le secteur du logement et de l'hébergement, de s'outiller sur le sujet et de renforcer les partenariats entre secteur social et secteur médical. Ce sujet a été particulièrement prégnant dans les pensions de famille. Habitat et Humanisme souhaite ainsi à titre d'exemple nouer de nouveaux partenariats avec des spécialistes du secteur de la santé pour des interventions et des sensibilisations sur ce sujet. La nécessité d'une veille active auprès des résidents en la matière s'est imposée. SOLIHA semble aussi aspirer à de nouveaux liens avec le secteur de la santé mentale. Il en est de même pour l'UNAFO dont les adhérents auraient aimé avoir des liens renforcés pendant la crise avec les services psychiatriques notamment pour les pensions de famille et les résidences accueil.

De même l'UNHAJ souligne que les FJT ont été conçus à la base justement pour éviter l'isolement des jeunes, et que cette période Covid a mis à rude épreuve les jeunes, occasionnant ou amplifiant parfois des problèmes de santé mentale.

La Fondation Armée du Salut souligne aussi que la charge psychique collective a été lourde pendant cette période, y compris sur les salariés des structures.

Pour les personnes accompagnées, qui ont particulièrement besoin de liens humains, et de vie en commun, cet isolement a été particulièrement dur à vivre. Les « bouts d'animation » possibles dans les pensions de famille avec un tarif bas se sont montrés parfois insuffisants pour faire face à ce défi.

2. La crise Covid a révélé les besoins en numérique des publics précaires, des bénévoles et des professionnels, en même temps que les limites de celui-ci

La crise a été l'occasion, comme le souligne Habitat et Humanisme, de maintenir le lien via le numérique avec les bénévoles et les résidents de Pensions de Famille, via des groupes What's app. Des bornes Wi fi ont été installées dans des lieux collectifs. De même, un accompagnement via le numérique a pu être mis en place par certains adhérents du secteur du logement des jeunes, comme l'UNHAJ a pu le mentionner.

L'investissement mériterait cependant d'être poursuivi et accompagné de moyens humains pour une meilleure appropriation par les résidents.

En effet, de plus en plus de démarches de la vie de tous les jours (impôts notamment) se font en ligne, et de plus en plus d'administrations renvoient vers le numérique ce qui constitue une barrière de plus pour les publics les plus fragiles lorsque cette numérisation n'est pas accompagnée, à la fois en terme d'équipement mais surtout d'usage.

Ne pas pouvoir s'adresser à un être humain facilement lorsqu'on comprend mal les attendus d'un formulaire en ligne est un vrai obstacle à l'ouverture de droits dans certains cas.

De même l'UNHAJ a souligné que si le numérique a permis de maintenir dans certains cas une forme d'accompagnement, il a été nécessaire que des équipes socio-éducatives maintiennent le contact humain. L'UNAF0 fait le même constat : proposer un accompagnement à distance via le numérique tant que possible oui, mais cela n'a pas pu remplacer le travail humain qui a bien manqué pendant la période.

3. La crise Covid a révélé l'importance des solidarités primaires, pour rester chez soi, mais pas tout seul

Des solidarités interlocataires se sont mises en place, spontanément, ce qui est un élément positif à souligner. Des lieux communs et des occasions ont été investis par les personnes pour faire face aux multiples défis de la vie quotidienne par temps de Covid. Ces solidarités qui étaient spontanées mériteraient d'être observées, capitalisées et structurées pour qu'elles puissent se maintenir au-delà de la période de crise.

4. La crise Covid a révélé l'importance du travail au plus près des personnes, pour renforcer un lien de proximité et de vigilance

Ainsi SOLIHA souligne son importance pour des personnes âgées qui ne sont pas connues des travailleurs sociaux selon les schémas habituels.

SOLIHA souligne le gros enjeu de communication à avoir pour toucher des personnes qui n'étaient pas dans la pauvreté avant la crise Covid, y basculent subitement, ont des préventions contre le travail social dont elles estimaient ne pas avoir besoin jusque-là, et qui dans ce nouveau contexte vont en avoir besoin (cf. indépendants, commerçants par exemple). Il faudra pouvoir leur trouver le bon discours pour s'adresser à ces personnes pour éviter qu'il n'y ait des non recours aux droits de leur part.

La Fondation Armée du Salut souligne également que si le besoin en travail social a été mis en évidence plus que jamais, les salaires toujours trop bas des Travailleurs Sociaux, CESF, animateurs, n'aident pas à faire les recrutements qui seraient nécessaires pour assurer ce lien social indispensable et créent des désillusions fortes chez des professionnels qui portent pourtant à bout de bras des personnes aux difficultés lourdes.

La crise Covid a été l'occasion de renouer des liens dans le diffus via le travail social, comme le souligne Habitat et Humanisme et ce qui est par contre plutôt positif et méritera d'être consolidé.

5. La crise Covid n'a pas généré un raz de marée d'impayés constatables à ce jour, mais attention au mur du 1^{er} juin, fin de la trêve des expulsions locatives, à anticiper

Habitat et Humanisme a mis en place un fonds d'aide en période Covid pour assurer un soutien des résidents qui auraient des difficultés à payer leur participation financière. Pour l'instant, celui-ci n'a pas été beaucoup mobilisé.

Le Secours Catholique a aussi procédé à un recueil de paroles des nouveaux publics arrivés sur les problèmes de loyers et de logement, qui n'a pas permis de conclusion à ce stade. Les sollicitations renforcées à l'aide alimentaire sont par contre significatives d'une fragilisation des ressources évidente. L'augmentation des fréquentations des accueils de jour et des demandes de domiciliation est aussi un indicateur de fragilisation. Il semblerait que dans le parc privé, les locataires ont des difficultés renforcées à payer leurs factures d'énergie. Le Secours Catholique redoute les remises à la rue massives à la fin de la trêve hivernale et le déport sur l'hébergement que cela occasionnera.

SOLIHA corrobore ces constats sur les impayés de loyers qui n'augmentent pas significativement, mais le tempère par la mobilisation accrue qui a été la sienne pour se rapprocher des locataires et les éviter au maximum. L'UNAF0 fait la même observation, pas d'impayés majeurs à ce stade, mais grâce à un accompagnement renforcé des résidents.

L'UNHAJ porte le même constat d'absence de gros choc en matière d'impayés à ce stade chez les jeunes. L'UNCLLAJ de son côté exprime la crainte que le plus dur reste à venir sur 2021.

La FAP note l'installation d'un observatoire sur les impayés de loyers qui montre une attention gouvernementale sur le sujet. Elle souligne cependant la grande difficulté des FSL localement à adapter leurs règlements intérieurs pour avoir une réactivité forte aux sollicitations liées à la crise. Elle note l'augmentation des distributions alimentaires qui est le signe clair d'une perte de ressources qui ne peut qu'avoir un impact sur la dépense logement tôt ou tard. Elle souligne également que 3 flux sont amenés à se superposer à la fin de la trêve hivernale désormais prévue pour le 1^{er} juin : 13 000 expulsions ont été reportées, auxquelles vont s'ajouter le flux des impayés qui est en train de grossir, et les nouveaux impayés qui vont se constituer du fait du maintien de la période de crise. Elle souligne que 2 points de chômage supplémentaires sont à noter.

6. La crise Covid a renforcé les dynamiques d'inter réseau sur les territoires

Des solidarités interassociatives se sont créées sur les territoires autour de l'aide alimentaire, de l'accès aux moyens de protection anti- Covid même si des vraies difficultés de coordination des actions ont émergé.

7. Les oubliés du Covid

Certaines personnes, sur les territoires ruraux, ont été oubliées pendant la première phase Covid, et il sera important de ne pas les oublier par la suite, comme le souligne SOLIHA.

De même, les territoires d'Outre-Mer ont subi de plein fouet la Covid et n'ont pas fait l'objet d'interventions encore assez fortes estime SOLIHA.

II. Traductions législatives et budgétaires souhaitées de ces constats pour les éventuels PLFR à venir au printemps :

- ▶ Besoin de crédits supplémentaires pour organiser, coordonner, et financer le lien avec le secteur de la santé mentale, en période de crise et au-delà.
- ▶ Besoin de renforcer les financements d'un travail de proximité et de vigilance auprès des personnes et revalorisation des salaires du travail social de proximité au sens large (Travailleurs sociaux, CESF, animateurs) pour maintenir des possibilités de lien social dans les périodes de crise et au-delà. Sinon ces travailleurs de première ligne vont désertir le secteur peu à peu.
- ▶ Besoin de crédits supplémentaires pour équiper les structures associatives d'outils informatiques pour maintenir le lien à distance en période de crise et hors période de crise, besoin d'équiper les personnes accompagnées elles-mêmes pour les rendre autonomes face au numérique, besoin de financer du temps d'accompagnement humain aux démarches numériques pour les publics précaires.
- ▶ Besoin de financer du temps d'accompagnement social supplémentaire à destination des personnes tombées dans la pauvreté à l'occasion du Covid.
- ▶ Besoin d'avoir des crédits disponibles provisionnés, avant juin, pour mettre en place les outils nécessaires prêts à être mobilisés si les impayés commencent à exploser à partir de juin.
- ▶ Besoin de financer davantage la structuration de l'aller-vers les personnes vivant dans les territoires ruraux et l'outre-mer en période de crise, quelle qu'elle soit.